

AGRICULTURE FRANÇAISE

SORTIR DE LA CRISE : UN IMPERATIF POUR L'AGRICULTURE

REPÈRES ÉCONOMIQUES 2015

13



14 **SORTIR DE LA CRISE : UN IMPÉRATIF POUR L'AGRICULTURE FRANÇAISE !**

PAR CLAUDE COCHONNEAU, Vice-Président de l'APCA, Président de la Commission économie

15 **REVENU AGRICOLE : UNE CROISSANCE DE LONG TERME EN TROMPE L'ŒIL**

18 **VOLATILITÉ DES PRIX : IL FAUT AIDER LES ÉLEVEURS À S'ADAPTER !**

INTERVIEW DE DANIEL ROGUET, Président de la Chambre d'agriculture de la Somme,
Responsable de la Commission élevage à l'APCA

20 **CONSOMMATION ALIMENTAIRE : ETAT DES LIEUX EN FRANCE**

25 **AGRICULTURE FRANÇAISE : LES ENJEUX DU CHANGEMENT DE MODÈLE PRODUCTIF**

- RÉDACTION
- ET COORDINATION
- DU DOSSIER :
- Didier CARAES
- Chambres d'agriculture
- France, Service
- Études, Références et
- Prospective
- avec la participation
- rédactionnelle de
- Thierry POUCH, Quentin
- MATHIEU.



Claude COCHONNEAU

Vice-Président de l'APCA,
Président de la Commission
économie

14

SORTIR DE LA CRISE : UN IMPÉRATIF POUR L'AGRICULTURE FRANÇAISE !

Au moment de faire le bilan de l'activité agricole de 2015 et en ce début d'année 2016, la crise des éleveurs laitiers et des éleveurs de porcs s'impose à l'esprit. Les éleveurs se trouvent ainsi dans une situation caractéristique de l'agriculture d'aujourd'hui : investissements lourds, marchés concurrentiels y compris de la part de nos partenaires européens (ce n'est pas le moindre des paradoxes de la construction européenne qui, historiquement, était plutôt fondée sur un partenariat) et revenu toujours incertain. Au moment où les agricultures françaises et européennes ont pris le tournant de l'agro-écologie, voilà un rappel à l'ordre de l'économie agricole telle qu'elle se concrétise ! Si les contraintes environnementales s'imposent pour un développement durable de l'agriculture, les marchés se gagnent par les prix, c'est-à-dire par l'obtention d'économie d'échelles et la standardisation de la production. On reconnaît là les bases du productivisme si décrié, productivisme qu'une demande sociale voudrait mettre à mal.

Mais l'année 2016 est aussi porteuse de signe de changements vertueux pour l'agriculture française. On constate, par exemple, que la demande des ménages en biens agroalimentaires est toujours forte sur le marché domestique, avec une bonne dynamique de consommation en produits bio et en produits territorialisés. Les agriculteurs français ont tous les atouts pour répondre à cette demande. Les marchés à l'exportation sont, eux aussi, porteurs, même si la concurrence y est vive et les enjeux géopolitiques déstabilisants. La concurrence s'intensifie dans l'UE, l'Espagne ayant désormais dépassé la France en termes d'exportations. Mais les sous-performances enregistrées par la France sur le marché intra-communautaire sont compensées par celles obtenues sur les marchés tiers, et notamment sur les pays émergents.

Voici donc un bilan 2015 où l'agriculture française est au cœur d'injonctions sociétales fortes et parfois contradictoires (du durable et des prix), ceci dans un contexte de marchés agricoles tendus subissant les soubresauts de la mondialisation. Mais un bilan avec tout de même des perspectives, car si on en croit les conjoncturistes de l'INSEE, 2016 sera l'année d'un retour de la croissance et même si cette croissance s'annonce plutôt faible, gageons que l'agriculture y contribuera et en bénéficiera. ●

REVENU AGRICOLE

UNE CROISSANCE DE LONG TERME EN TROMPE L'ŒIL

Selon les prévisions de l'INSEE, le revenu agricole progresserait en 2015. Il s'agit cependant d'une hausse en trompe l'œil qui s'explique par une accalmie des prix des intrants utilisés par la branche agricole. Du côté de la production, la conjoncture globale est effectivement peu encourageante ! En outre, la croissance de long terme des indicateurs du revenu agricole par actif tient, pour une bonne part, à un effet démographique : la baisse du nombre des actifs agricoles est plus rapide que la baisse du revenu dégagé par la branche agricole.

Les indicateurs du revenu agricole sont des outils incontournables pour bien appréhender les évolutions de l'économie agricole sur le court, moyen et long terme.

L'année 2015 a été marquée par les graves crises que traversent les secteurs d'élevage laitier et porcin. La publication d'une croissance forte des indicateurs de revenu par l'INSEE est ainsi particulièrement mal passée dans l'opinion du monde agricole. En toute explication l'institut statistique national n'a pas vocation à éclairer la diversité des situations sectorielles ; il faudra attendre en effet la fin de l'année 2016 pour que le Ministère de l'agriculture se livre à cet exercice et que soit publiée une mesure du revenu des éleveurs laitiers et de porcins pour l'année 2015.

Dans ce contexte de décalage entre la statistique macroéconomique et le vécu des agriculteurs, il est important de revenir sur ces chiffres et de mettre en perspective ce qu'ils montrent de l'agriculture

française sur long terme. Les quatre graphiques publiés dans cet article nous permettent d'en faire une lecture en apportant un éclairage particulier.

2015 : UNE TENSION SUR LA PRODUCTION ET UNE DÉCRUE DES PRIX DES CHARGES (GRAPHIQUE 1)

La croissance du revenu agricole mesurée par l'INSEE pour l'année 2015 n'est pas tirée par la production mais par le repli du coût des intrants.

En 2015, du côté de la production, la dégradation des résultats des secteurs en difficulté et en crise (porcs, lait, vins d'appellation d'origine) est « statistiquement » compensée par ceux des secteurs à la conjoncture économique plus favorable (fruits, pommes de terre, blé tendre). In fine l'indice de valeur de la production agricole est ainsi affiché comme stable en 2015. Quelques explications doivent être apportées pour expliquer cette situation. Du milieu des années 2000 jusqu'à 2013, la valeur des consommations intermédiaires utilisées par la branche agricole a augmenté très nettement, en particulier sous l'impulsion de la hausse du prix de l'énergie. Or depuis deux ans, une décrue dans ce domaine (en raison, justement de la baisse du prix de l'énergie) est observée, ce qui explique pour partie l'amélioration du revenu agricole ces deux dernières années, dans une perspective exclusivement macroéconomique.

Les constatations à long terme montrent cependant que l'écart entre la valeur de la production et la valeur de consommations intermédiaires se réduit. La valeur ajoutée de la branche agricole baisse donc d'années en années, ce que révèle le second graphique de cet article. ●●●



Le repli du coût des intrants a largement influencé les chiffres présentés par l'INSEE.

Epandeur d'engrais et tracteur guidé par satellite.

BAISSE TENDANCIELLE DU REVENU DE LA FERME FRANCE (GRAPHIQUE 2)

Le revenu net de la branche agricole s'élèverait à 14,7 milliards en 2015. Cet indicateur est le solde de : production + subventions - consommations intermédiaires - impôts sur la production - charges salariales - intérêts - fermages - consommation de capital fixe (équivalent des amortissements, en comptabilité d'entreprise) pour l'ensemble de la branche agricole.

Revenu net de la
branche agricole

42
milliards d'€ (1973)

14,7
milliards d'€ (2015)

76

baisse du nombre
d'actifs non salariés
agricoles depuis 1970

-2,2%

estimation du nombre
d'actifs agricoles non
salariés selon l'INSEE en 2015

16

Le revenu net de la branche agricole connaît une érosion de long terme. En 1973, au plus haut point de sa valeur, il s'élevait à 42 milliards d'€ (€ de 2015). Paradoxalement depuis la moitié des années 2000 et l'entrée de l'agriculture française dans un régime d'instabilité, la valeur du revenu net de la branche agricole semble s'être stabilisée. La baisse du nombre d'actifs agricoles (graphique 3), conduit à la progression de moyen terme du revenu agricole par actif non salarié (graphique 4).

ACTIFS AGRICOLES : LES EFFECTIFS ONT BAISSÉ DE 76 % DEPUIS 1970

(GRAPHIQUE 3)

Le nombre d'actifs agricoles non-salarié baisse chaque année de l'ordre de - 1,5 à - 2,5 %. L'INSEE émet l'hypothèse que cette baisse s'établirait à -2,2 % en 2015. Par actif non salarié, il faut comprendre les chefs d'exploitations et co-exploitants des exploitations agricoles, des coopératives d'utilisation de matériel

agricole et des entreprises de travaux agricoles. L'accumulation de ces baisses annuelles conduit à ce qu'aujourd'hui, le nombre d'actifs agricoles non-salariés représente 24 % des effectifs présents en 1970.

FORTE INSTABILITÉ DU REVENU DE LA BRANCHE AGRICOLE DEPUIS 10 ANS

(GRAPHIQUE 4)

UNE DOUBLE ÉROSION

→ ÉROSION ÉCONOMIQUE

le revenu net de la branche agricole baisse de manière continue.

→ ÉROSION DÉMOGRAPHIQUE

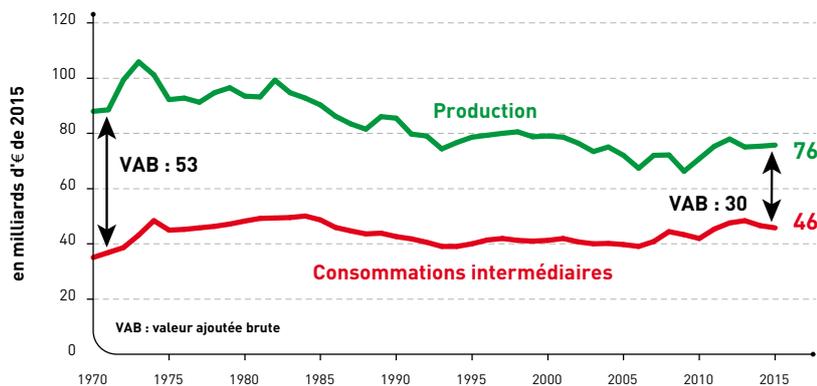
le nombre d'actifs agricoles ne cesse de baisser.

LE NOMBRE D'ACTIFS NON SALARIÉS
AGRICOLIS NE CESSE DE DIMINUER
D'ANNÉE EN ANNÉE, CE QUI INFLUE
ÉGALEMENT SUR LES RÉSULTATS MACRO-
ÉCONOMIQUES DE LA FERME FRANCE.

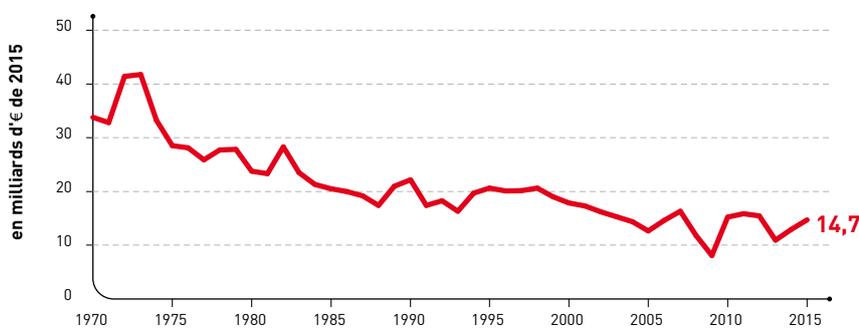
L'érosion démographique est plus intense que l'érosion économique, ce qui se traduit depuis le début des années 90, par une croissance de long terme du revenu agricole par actif non-salarié. Cette croissance est bien entendu assez paradoxale et indique des évolutions économiques et démographiques plutôt négatives pour l'agriculture française depuis des décennies.

L'évolution de l'indicateur du revenu net de la branche agricole par actif non salarié sur long terme montre qu'une rupture forte dans l'économie agricole française s'est produite en 1992. Avant cette date, les politiques agricoles avaient assuré une stabilité économique de moyen terme. Après 1992, les réformes des politiques agricoles ont ancré l'agriculture française sur les marchés mondiaux, pour le meilleur (progression du revenu moyen de 1992 à 1998), le moins bon (décroissance tendancielle du revenu moyen de 1999 et 2004) et l'incertain (évolution chaotique depuis 2005).

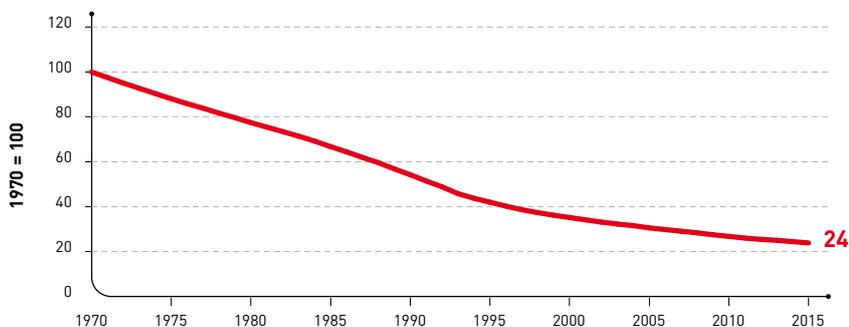
1 Production, consommations intermédiaires et valeur ajoutée brute de la branche agricole



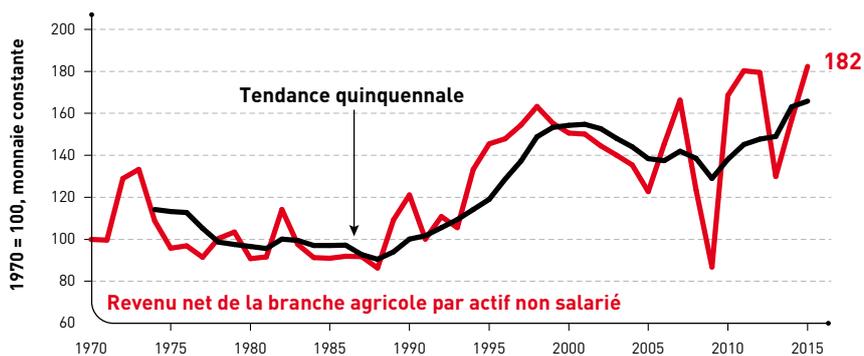
2 Revenu net de la branche agricole



3 Évolution du nombre d'actifs agricoles non-salariés



4 Évolution du revenu net de la branche agricole par actif non salarié



DES CHIFFRES À INTERPRÉTER AVEC PRUDENCE

Sur le plan statistique, l'agriculture française est richement dotée. Aucune autre branche ne dispose de comptes prévisionnels établis avant la fin de l'année en cours. L'INSEE a établi le compte prévisionnel de l'agriculture avec des données et informations statistiques disponibles au mois de novembre 2015. Pour de nombreux postes du compte, les estimations sont encore très fragiles et incertaines (vins, achats d'intrants, charges d'exploitations et subventions). C'est pourquoi, il faut interpréter les indicateurs de revenu du compte prévisionnel avec prudence et attendre la publication par le Ministère de l'agriculture de résultats sectoriels de l'année 2015, à la fin de l'année 2016 pour se livrer à des analyses plus fines de l'économie agricole dans sa diversité. ●

Pour en savoir plus

Cet article analyse les indicateurs tirés du Compte National de l'Agriculture calculé par l'INSEE et dont les résultats prévisionnels de l'année 2015 ont été publiés le 15 décembre 2015.

Ce compte mesure les flux de valeurs liés à l'activité de la branche agricole, dans son ensemble, c'est-à-dire de toutes les exploitations agricoles, des ETA et des CUMA.

Chacun des postes de production et de charges est renseigné par une approche macro-économique (achat des industries, commerce extérieur...) et non directement auprès des exploitations agricoles.

Pour une information complète, on peut consulter la publication de l'INSEE

Guillaume Lubatti et Hélène Casset-Hervio (2015), « Les comptes prévisionnels de l'agriculture pour 2015. Stabilité de la production, baisse des consommations intermédiaires », INSEE Première 1577

Didier CARAES

Chambres d'agriculture France
Service Études, Références et Prospective

VOLATILITÉ DES PRIX

IL FAUT AIDER LES ÉLEVEURS
À S'ADAPTER !

INTERVIEW

Daniel ROGUETPrésident de la Chambre d'agriculture de la Somme,
responsable de la Commission élevage à l'APCA

Une crise touche le secteur de l'élevage. Depuis cet été, des cellules de crises ont été mises en œuvre dans les départements, un Plan de soutien à l'élevage a été annoncé à la mi-juillet, complété par des annonces du Premier Ministre début septembre et par des mesures européennes :

À l'échelle nationale, savez-vous si toutes les filières ont été touchées de la même manière ?

Je pense que toutes les filières de l'élevage ont été touchées, que cela soit le secteur porcin, celui de la viande bovine ou de la production de lait. L'élevage laitier a quant à lui subi le plus lourd impact du fait d'une baisse drastique du prix du lait. Les trésoreries des éleveurs se trouvent de la sorte particulièrement tendues, surtout dans le cas des producteurs qui ont investi dans la modernisation et la mise aux normes de leurs infrastructures d'élevage. Le remboursement des prêts liés à leurs investissements est en effet très difficile à supporter. La filière des volailles semblait un peu plus épargnée, du moins jusqu'à ce que la crise aviaire fasse son apparition.

Plus particulièrement dans votre département, quelle est la répartition des filières touchées ?

Dans la Somme, comme partout ailleurs, la filière laitière est très rudement touchée. Cela a bien entendu des conséquences à la fois sur le revenu et la



© narapomm fotoaia

trésorerie, mais également sur la dualité entre productions animales et productions végétales. Certains éleveurs malgré de récents investissements de mise aux normes font ainsi le choix d'arrêter la production laitière pour ne plus se consacrer qu'aux cultures. Cette situation nous préoccupe beaucoup.

Comment expliquez-vous que les producteurs laitiers soient particulièrement affectés par cette crise ?

Contrairement à certains autres agriculteurs, je pense que les producteurs laitiers ont été insuffisamment préparés à affronter la volatilité des prix. Leur gestion économique n'a pas ainsi été réellement affinée pour faire face à ce nouveau contexte. De nouvelles conduites techniques et économique des exploitations doivent être ainsi mises en place et appliquées pour affronter l'amplitude de ces fluctuations. Il faudrait ainsi prendre pour habitude de réaliser de façon très régulière un audit des données économiques de l'exploitation pour pouvoir manœuvrer de façon beaucoup

plus anticipée différents leviers en fonction de l'évolution de la conjoncture. Le temps de l'assurance d'un prix moyen est maintenant révolu. L'impact de certaines erreurs technico-économiques se fait alors ressentir avec une plus grande amplitude. La deuxième raison vient de ce que l'on n'a pas réussi à obtenir une vision claire de l'effet de l'arrêt des quotas. Il n'y a plus désormais de régulation et les débouchés espérés à l'exportation se sont montrés pour le moment très décevants.

Comment s'en sont sorties les exploitations les plus mécanisées ? Les exploitations qui avaient réalisé de gros investissements pour augmenter leur production à la suite de la fin des quotas laitiers ?

Les producteurs de lait réagissent actuellement dans nos régions en essayant de compenser la chute des prix par une augmentation des volumes de production. Certains producteurs ont également su moderniser leurs outils avec un souci d'équilibre au niveau des charges et résistent ainsi plus facilement.

Avez-vous été confronté à des situations très critiques entraînant la cessation d'activité de certains agriculteurs ?

Nous nous trouvons actuellement encore au cœur d'une démarche visant à identifier les agriculteurs en difficulté et ceux qui risquent de le devenir à plus ou moins longs termes.

Il y a à ce stade deux niveaux de complications. Le premier concerne avant tout les problèmes de trésorerie, ce qui peut être gérable dans le temps par certains dispositifs de soutien, d'accompagnement et d'adaptation. L'autre niveau confère à des situations beaucoup plus dramatiques, cela nécessite alors le plus

souvent de s'engager dans une démarche Agridiff et pour la première fois, je crois dans la profession, on est en train d'envisager certains accompagnements à la reconversion. Les éleveurs concernés n'arriveront en effet pas à affronter ce nouveau contexte de volatilité de prix.

Les dispositifs mis en place pour faire face à cette crise sont-ils efficaces ?

Dans une certaine mesure ces dispositifs ont prouvé leur efficacité et leur réactivité dans un contexte de situation dramatique pour l'ensemble des élevages. Toutes les organisations professionnelles dont Chambres d'agriculture et les CER ainsi que les services de l'Etat ont ainsi été mobilisés et se sont particulièrement investis dans les territoires. D'autres difficultés se pointent cepen-

© PRODUCTION PERIG - PÉRIQ MORISSE



dant clairement. Une interrogation subsiste en effet sur la suffisance des enveloppes financières accordées par rapport au nombre et à l'ampleur de dossiers à traiter. Un montant complémentaire devra nécessairement être apporté.

CERTAINS OUTILS DEVRONT ÊTRE MIS EN PLACE POUR AIDER LES AGRICULTEURS À FINANCER UN DIAGNOSTIC ET UN ACCOMPAGNEMENT TECHNICO-ÉCONOMIQUES DE QUALITÉ.

Les producteurs laitiers ont été insuffisamment préparés à affronter la volatilité des prix.

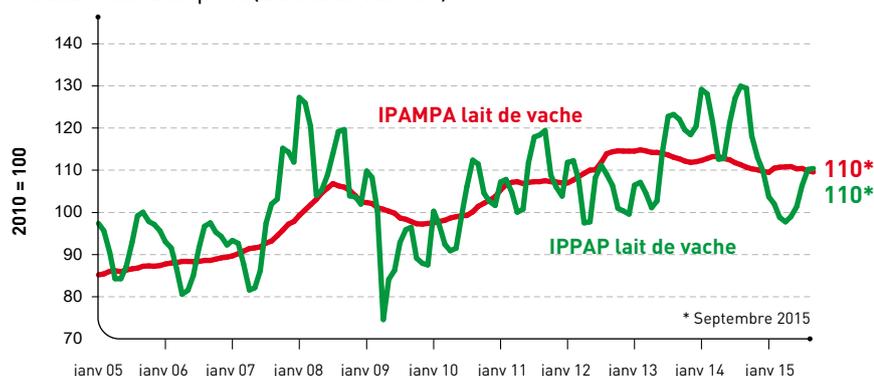
Indice des prix des produits laitiers



475 - Chambres d'Agriculture - Études économiques

source : FAO

Instabilité des prix (secteur laitier)



1585 - Chambres d'Agriculture - Études économiques

sources : INSEE, Institut de l'Élevage

Selon vous, d'autres outils devraient-ils être mis en place ?

Je pense que d'autres outils devront être mis en place pour aider les agriculteurs à financer un diagnostic et un accompagnement technico-économiques de qualité. Il faut donner en particulier aux éleveurs laitiers des critères qui puissent leur permettre de savoir précisément quels leviers actionner pour faire face quand la situation se dégrade.

Comment voyez-vous l'avenir à moyen et long terme de ces filières d'élevage ?

Il est difficile de lire dans le marc de café. Je crois cependant que nous allons avoir inévitablement des périodes où la situation va s'améliorer. Il faudra cependant que les agriculteurs se montrent raisonnables et surtout prudents dans leurs investissements et la gestion de leurs charges. Il importera toujours de garder une poire pour la soif pour pouvoir affronter des périodes de trésoreries tendues ou de crises. Les plans d'investissements et de financements devront ainsi être pleinement adaptés à ce nouveau contexte économique. ●

Propos Recueillis par
Victor SIMÉON
Chambres d'agriculture France
Service Communication

CONSOMMATION ALIMENTAIRE

ÉTAT DES LIEUX EN FRANCE

Les derniers chiffres et études publiés par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE) et FranceAgriMer sur la consommation de biens alimentaires en France mettent en lumière des évolutions intéressantes sur les habitudes de consommation des ménages français. L'année 2015 confirme les nouvelles tendances de consommation de ces dernières années.

20

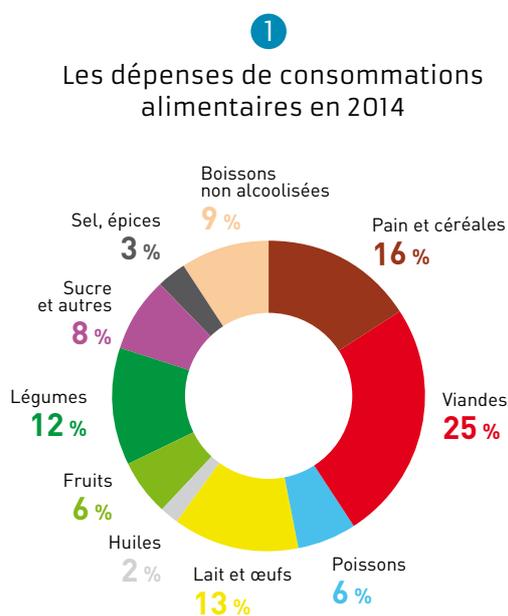
UNE STRUCTURE DES DÉPENSES ALIMENTAIRES STABILISÉE

Depuis les années 60, le régime alimentaire de la population française a évolué en profondeur, du fait de multiples facteurs, tels que la croissance démographique, les conjonctures économiques, les mutations sociétales et les transformations du paysage agricole français. La structure de consommation alimentaire s'est, en revanche, relativement stabilisée depuis le milieu des années 2000 (Graphique 1).

Les dépenses alimentaires sont moins impactées par la crise économique que la plupart des autres dépenses, tels que le logement ou l'achat de véhicules. La particularité de l'alimentation est marquée par sa caractéristique de valeur « refuge ». De nombreuses dépenses en biens alimentaires sont incompressibles, c'est-à-dire que l'évolution du prix n'impacte que peu ou prou

la consommation de ces biens, soit parce qu'ils sont de première nécessité (comme les pâtes, les huiles, le lait, le beurre), soit parce qu'ils sont situés sur un marché où la demande est constante, voire croissante (les produits de luxe comme le Champagne et vins de qualité supérieur). D'autre part, de nombreux biens alimentaires sont dits substituables. Par exemple, lorsque le prix d'un bien augmente, la demande pour ce bien va diminuer et les consommateurs vont réorienter leurs achats vers des biens qu'ils jugent équivalents. Ce cas est particulièrement probant pour la consommation de viande bovine et de volaille. Ces deux phénomènes ont donc contribué à maintenir les dépenses alimentaires à un niveau stable malgré la mauvaise conjoncture économique.

Une autre particularité de la consommation alimentaire en France montre que la consommation à domicile a significativement diminué en plus de 50 ans, passant de 86 % en 1960 à 74 % en 2014, ce qui implique que la prise de repas



**de 86 %
à 74 %**
Evolution de la part
de la consommation
à domicile entre
1960 et 2014

+ 34 %
Evolution
des ventes
de produits
préparés par
l'industrie agro-
alimentaire

- 7,8 %
baisse de la
consommation
de lait en
volume depuis
2010

+ 0,9 %
évolution de la
consommation
de fruits
en 2015

+ 10 %
évolution
des achats
de produits
de l'agriculture
biologique entre
2014 et 2015



LA HAUSSE DU PRIX DE VENTE DE LA VIANDE BOVINE, COUPLÉE À LA CONTRACTION DU REVENU EN FRANCE POUSSENT LES MÉNAGES À DAVANTAGE S'ORIENTER VERS LES PRODUITS DE VOLAILLE DE CHAIR.

du prix de vente de la viande bovine, couplée à la contraction du revenu en France poussent les ménages à davantage s'orienter vers les produits de volaille de chair. La consommation de viande porcine reste stable, principalement soutenue par le secteur des produits transformés comme la charcuterie (Graphique 2).

La crise de l'élevage reflète néanmoins les difficultés rencontrées par les filières. La hausse continue des coûts de production et les marges insuffisantes dégagées malgré l'avancée des prix de vente des produits carnés ne permettent pas de dégager des résultats positifs pour les éleveurs porcins et bovins. ●●●

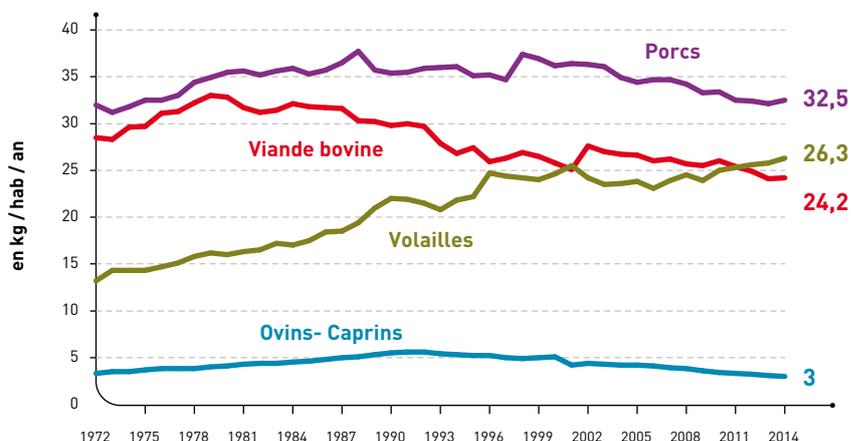
hors domicile a progressé. L'économie de temps et d'efforts que représente la restauration hors foyer, de même que l'appréhension du repas comme un plaisir et un loisir expliquent ce changement de comportement alimentaire. On remarque cependant que depuis la crise économique de 2008, les dépenses des ménages dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration ont significativement diminué, résultat de la contraction des dépenses dans les activités de loisirs. Les produits préparés des industriels agroalimentaires tirent leur épingle du jeu avec une avancée continue des ventes de leurs produits (+ 34 % entre 1990 et 2014).

profit de la viande de volaille qui poursuit son ascension dans le panier de consommation des ménages français (la consommation de viande de volaille par habitant a même dépassé celle de viande bovine depuis 2011). La hausse

UN SECTEUR DE LA VIANDE RELATIVEMENT STABLE MALGRÉ LES CRISES

La tendance pour l'année 2015 montre que la consommation de viande bovine continue de légèrement diminuer au

2 Évolution de la consommation en kg par habitant de produits carnés en France



2 - Chambres d'Agriculture - Études économiques

source : FranceAgriMer

●●● Par ailleurs, les études réalisées par l'Observatoire de la Formation des Prix et des Marges (OFPM) montrent que la transmission des variations des prix à la production sur le prix de vente ne s'effectue pas correctement, et que les marges des industriels dans le secteur de la viande ont progressé, même en période de baisse de prix.

Quant à la consommation de lait liquide, elle diminue depuis 2010, les derniers chiffres montrant une baisse de 7,8% de la consommation en volume et de 1,2% en valeur malgré la hausse du prix du lait. Au contraire, la consommation de fromage, de crème et de beurre progresse constamment depuis 4 ans.

SITUATION AMBIGÛE POUR LES FRUITS

Globalement, la consommation de fruit a progressé sur l'année 2015 de 0,9 % par rapport à l'année 2014, et de 1 % par rapport à la moyenne quinquennale. Certains produits ont profité des températures estivales exceptionnelles et de prix de vente attractifs. Mais d'autres produits, comme le melon, ont souffert de l'afflux de produits importés à des prix ultra compétitifs. En ce qui concerne les légumes, les achats ont régressé de 0,4 % par rapport à 2014, mais ils restent supérieurs à la moyenne quinquennale (+ 0,4 %).



© Monkey Business fotolia

GLOBALEMENT, LA CONSOMMATION DE FRUIT A PROGRESSÉ DE 0,9 % SUR L'ANNÉE 2015.

CONTRACTION DE LA CONSOMMATION POUR LES VINS

La consommation de vin continue son déclin malgré un rebond en 2012 (Graphique 3). Les dernières enquêtes montrent clairement que le vin, autrefois produit de consommation quotidien à table, est devenu un produit occasionnel qui se consomme dans un cadre festif. Cependant, la forte valorisation des différents produits viticoles, associée à des exportations dynamiques, permettent de maintenir un niveau de rémunération très satisfaisant pour la filière.

AUTREFOIS PRODUIT DE CONSOMMATION QUOTIDIEN À TABLE, LE VIN EST DEVENU UN PRODUIT OCCASIONNEL QUI SE CONSOMME DANS UN CADRE FESTIF.

LES PRODUITS BIOLOGIQUES, UN MARCHÉ À FORTE CROISSANCE

Les produits issus de l'agriculture biologique occupent une place toujours plus importante dans l'alimentation des ménages français, motivés par des préoccupations liées à la santé, à la préservation de l'environnement et à des exigences qualitatives et gustatives. Depuis 1999, le chiffre d'affaires de ce marché a quintuplé, avec une diversification des circuits de distribution accrue. Entre 2014 et 2015, les achats de produits biologiques ont progressé de 10 % en moyenne, les



© Tom Kuest fotolia

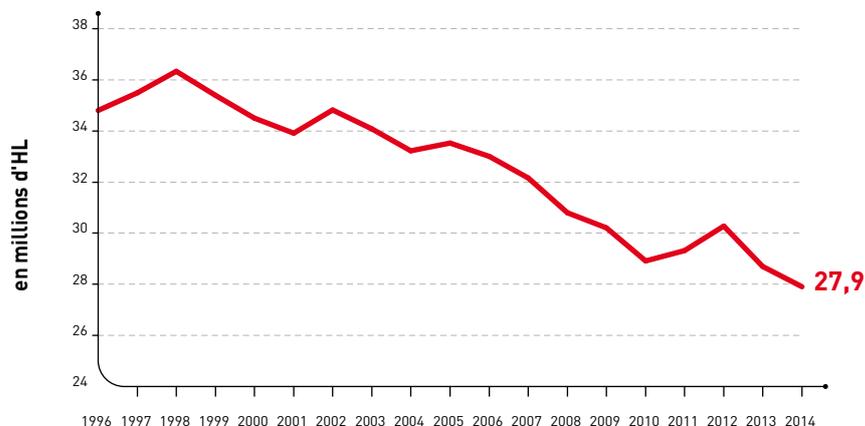
progressions les plus fortes concernant les produits de l'épicerie avec un taux de croissance de 9,8% au premier semestre 2015 par rapport à la même période en 2014. On constate que les achats par habitant sont très contrastés sur le territoire français, avec un ancrage fort de la consommation de produits bios dans les régions du Sud-Ouest, de la Bretagne et de la Corse (Graphique 4).

QUELLES PERSPECTIVES POUR LES AGRICULTEURS ?

L'inflation des prix agricoles et le prolongement de la crise économique de 2008 ont significativement impacté le comportement des ménages français. De plus, de nombreux discours ont contribué à miner la confiance envers l'alimentation : caractère cancérigène de la viande rouge, pratiques agricoles remises en cause vis-à-vis de l'environnement, scandales sanitaires etc... Sans oublier une concurrence étrangère toujours plus accrue et la signature - encore incertaine - d'un accord transatlantique qui pourraient pénaliser encore un peu plus les agriculteurs de France. Ce pessimisme se traduit à travers le dernier sondage de la FNSEA qui montre que 39 % des agriculteurs jugent leur situation mauvaise, soit 2 % de plus qu'en 2014. Cependant, des perspectives encourageantes sont visibles. Les ménages français cherchent à revenir vers des modes de consommation en lien avec leurs territoires. La crise de l'élevage a fait réagir les pouvoirs publics et a replacé l'agriculture au centre des débats. Des projets sont en cours, comme pour le secteur de la viande, pour revaloriser les produits issus de la viande bovine et développer des nouvelles opportunités sur les marchés extérieurs. Les Projets Alimentaires Territoriaux (voir page 24) peuvent constituer à l'avenir des débouchés attractifs pour l'agriculture française, et mieux répondre aux attentes des consommateurs français. ●

Quentin MATHIEU
Chambre d'Agriculture, France
Direction Économie et Agriculture des Territoires

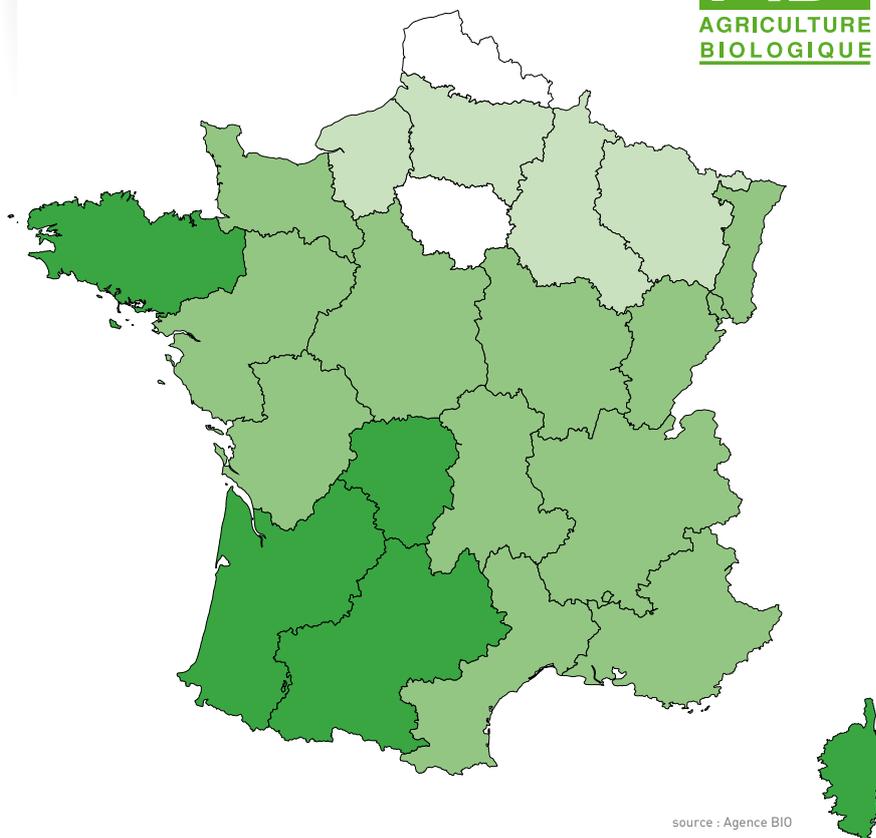
3 Évolution de la consommation de vin en France



2363 - Chambres d'Agriculture - Études économiques

source : OIV

4 Répartition régionale des ventes de produits biologiques en 2014 en France



source : Agence BIO



Les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT), quel impact sur la consommation alimentaire en France ?

Les PAT ont pour objectif de structurer les filières alimentaires sur un territoire et de développer la consommation de produits issus de l'agriculture locale, en répondant aux attentes des territoires et en synergie avec les acteurs existants. Les PAT seront déterminants par leur capacité à recentrer les achats des consommateurs français vers des produits locaux issus de leur territoire, et à entretenir un lien de confiance entre le consommateur et les agriculteurs et leurs filières. Les PAT seront aussi une réelle opportunité de valoriser et de préserver les terroirs, en créant un sentiment de responsabilité et d'acte citoyen dans le comportement d'achat des consommateurs.



AGRICULTURE FRANÇAISE

LES ENJEUX DU CHANGEMENT DE MODÈLE PRODUCTIF

De tous côtés, l'agriculture française est en quelque sorte sommée d'accélérer sa mutation et de tendre vers un nouveau modèle. La crise de l'élevage de l'été 2015 a constitué le point culminant de cet appel à se tourner vers un autre paradigme productif, l'actuel étant jugé moins performant que ceux des concurrents directs de la France. Mais quel est donc ce modèle? A partir de quoi et de qui va-t-il et peut-il se constituer? Une réponse bien complexe quand on connaît l'extraordinaire diversité de l'agriculture française.

Trois phases successives de mutations de l'agriculture sont à l'œuvre depuis les années 1990. Il y eut d'abord les réformes de la Politique agricole commune, puis les Accords de Marrakech signés dans le cadre du cycle d'Uruguay du GATT (1986-1994). L'agriculture française a, dès lors, été invitée à prendre le tournant de la libéralisation des marchés. Le changement climatique ainsi que les exigences sociétales exprimées par les consommateurs en matière de sécurité des aliments, ont constitué une seconde phase de mutation, qui a amplifié ce besoin d'une vaste réflexion sur les contours d'un nouveau modèle agricole. La troisième phase a trait à la volatilité des prix sur les marchés et à la multiplication des types de risques auxquels est exposé l'agriculteur. L'incertitude quant aux productions, à leurs qualités respectives, aux prix, au revenu des producteurs, est ainsi devenue l'une des caractéristiques de base de l'activité agricole (figure 1).

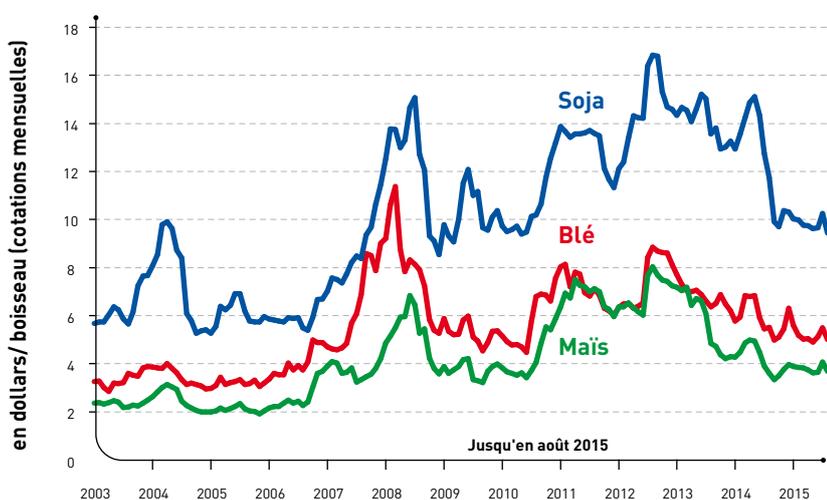
Ces évolutions sont à l'origine de nombreux débats sur l'orientation que devrait prendre l'agriculture française, débats gravitant autour de l'agro-écologie. Ils sont d'autant plus importants à mener que se dessineront, dès 2016, les contours de la future PAC 2020, et que l'enjeu de la compétitivité des exploitations agricoles - mais aussi des industries de la transformation - est clairement posé depuis plus de dix ans.

UNE PAGE SE TOURNE

Les grandes réussites productives et économiques dont on fait preuve les agriculteurs français à partir du début des années 1960 sont-elles derrière nous? Ont-elles atteint leurs limites agronomiques, économiques, humaines? Tout concourt à orienter l'observateur vers ce constat que le modèle «productionniste» - vocable sans doute préférable à celui en vogue depuis si longtemps de «productivisme» - est désormais obsolète et appelé à accomplir une mutation, voire une révolution.

Depuis que Stéphane Le Foll a demandé à Marion Guillou d'établir un rapport sur ce thème, le concept clé qui accompagne cette exigence de mutation est l'agro-écologie. Ce rapport a, on le sait, constitué le fondement de la Loi d'avenir pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt de 2014. Il s'agit rien moins que de «développer le potentiel et la diversité de notre agriculture et combiner compétitivité économique et préservation de l'environnement». A l'échelle européenne, dans le cadre de la PAC, l'impératif environnemental se fait de plus en plus pressant au gré des réformes, certaines aides étant de plus en plus éco-conditionnées. Pour y parvenir, les producteurs sont appelés à réduire leurs usages d'intrants (pesticides, en-

1 Prix des matières premières agricoles Chicago



1421 - Chambres d'Agriculture - Études économiques

source : La Dépêche du Petit Meunier

**LE RAPPORT DE MARION GUILLOU EN 2013
MARQUE CLAIREMENT UN TOURNANT DANS
L'ORIENTATION DE LA POLITIQUE AGRICOLE
FRANÇAISE VERS LA MISE EN ŒUVRE DU
CONCEPT D'AGRO-ÉCOLOGIE.**

●●● gras, et, par voie de conséquence, tous les produits issus des énergies fossiles), à valoriser les processus biologiques et écologiques des écosystèmes, et, afin de préserver l'efficacité de leurs systèmes de production, à innover, et tendre vers ce que Michel Griffon a nommé il y a maintenant une bonne dizaine d'années, une «agriculture écologiquement intensive». Les dispositifs de politiques publiques, tant en France qu'à l'échelle européenne, constituent de puissantes incitations pour que les agriculteurs atteignent cet objectif et contribuent à la réduction de ce que les économistes appellent des externalités négatives pouvant compromettre l'avenir des productions et des générations futures.

26

On a pu prendre la pleine mesure de la dimension culpabilisante du message adressé aux producteurs, d'autant plus qu'il peut entrer en contradiction avec l'impératif de compétitivité des exploitations agricoles. Si mutation il doit y avoir, elle devra non seulement s'accompagner de soutiens financiers publics, mais aussi d'une reconnaissance que, depuis plus de vingt ans, les agriculteurs ont réduit leurs recours aux intrants, presque par la force des choses pourrait-on dire, en particulier du fait des crises pétrolières à répétition et de l'évolution des aides européennes, tant découplées que éco-conditionnées.

UN CONFLIT DE REPRÉSENTATIONS

On aura bien compris que le mot d'ordre de l'agro-écologie entend faire entrer dans un moule unique l'agriculture, le renforcement de la compétitivité des exploitations en découlant presque naturellement. Or la compétitivité est une notion qui relève de l'économie. Elle in-



**LE CONCEPT
D'AGRO-ÉCOLOGIE
NE PEUT S'AFFRANCHIR
DES CONTRAINTES ET DES
RÉALITÉS ÉCONOMIQUES DU
CONTEXTE INTERNATIONAL.
CETTE MISE EN COHÉRENCE
EXIGE UNE TRÈS GRANDE
MAÎTRISE AGRONOMIQUE,
L'UTILISATION DE
NOUVELLES TECHNOLOGIES
ET UN USAGE POINTU DES
INFORMATIONS ET DES
OUTILS ÉCONOMIQUES,
FINANCIERS, ASSURANTIELS,
CLIMATIQUES,
SANITAIRES...**



PARMI LES VOIES POSSIBLES D'ADAPTATION
AN NOUVEAU MODÈLE AGRICOLE, LE
RENFORCEMENT DE L'AUTONOMIE
FOURRAGÈRE DES ÉLEVAGES LAITIERS.

© Karepa Fotolia.

dique qu'une unité économique est en mesure de préserver ou d'accroître ses parts de marché. Si l'essentiel du message politique invite les agriculteurs à enclencher une dynamique de changement de paradigme productif pour se conformer à l'agro-écologie, on comprend aisément en quoi il peut entrer en contradiction avec l'appel à davantage de compétitivité.

Si l'agro-écologie trouve son fondement dans un réexamen des conditions agronomiques à partir desquelles s'effectuent les productions agricoles, la compétitivité exige la prise en compte d'un contexte économique international qui se distingue par sa grande complexité et une incertitude non moins grande. Dans les deux cas, la mise en cohérence demande d'ores et déjà une plus grande maîtrise des nouvelles technologies des sols (pilotage à distance des machines agricoles, robotisation des tracteurs, automatisation des tâches...) et du temps puisque ces nouvelles technologies bouleversent le rapport au temps qu'ont les agriculteurs, et un usage pointu des informations économiques, financières,

assurantielles, climatiques, sanitaires, pour gérer au plus près les risques et les incertitudes auxquels sont exposés les agriculteurs. Au-delà de la révolution agro-écologique, c'est donc toute une identité professionnelle, indissociable du statut même de l'exploitation familiale - la France a de plus cette particularité d'avoir fait reposer son modèle sur l'association de la polyculture et de l'élevage -, qui est en train de se recomposer, avec la dimension anxiogène qu'elle renferme¹. Car derrière cette mutation du paradigme productif agricole, se dissimule la question de savoir sur quel type d'exploitation *versus* entreprise agricole une telle mutation va s'appuyer?

L'AVENIR POURTANT RADIÉUX DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE

Intituler de la sorte une telle section n'a rien de provocateur ou d'illusoire. De nombreuses études et recherches indiquent en effet que d'ici à 2050, les besoins en produits agricoles et ali-

mentaires seront élevés, nécessitant de produire davantage. Or l'agriculture française est dotée d'un certain nombre d'atouts laissant espérer qu'elle est l'une de celles qui, dans le monde, est en mesure de répondre au double défi évoqué plus haut, celui de l'environnement et celui de la compétitivité, tout en contribuant aux grands équilibres vitaux de la planète.

Elle se caractérise, en effet, depuis longtemps par une très grande diversité des productions et donc des territoires sur lesquels elle produit. Cette diversité a d'une certaine manière été préservée, entretenue même, en dépit du processus de spécialisation économique et géographique des exploitations engagé durant la seconde moitié du XX^e siècle. Plusieurs analyses montrent que le processus de spécialisation-concentration à outrance des exploitations agricoles ne constitue pas toujours une garantie de leur pérennisation. Il peut, de ce

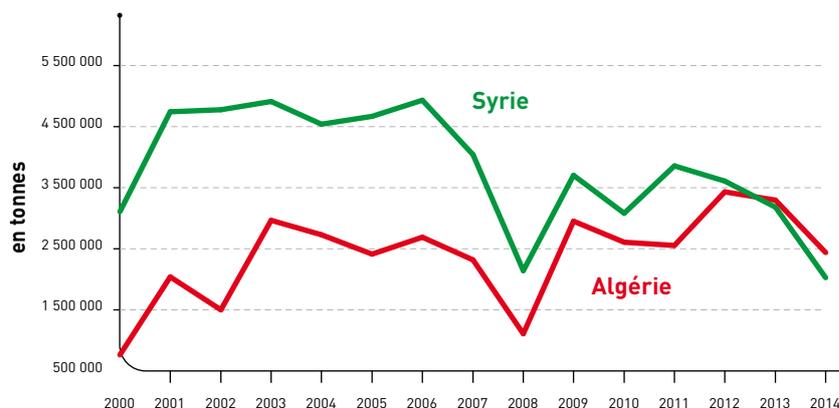
¹ - Lire par exemple J.-M. Sourisseau (éd.) (2014), *Agricultures familiales et mondes à venir*, éditions Quæ.

●●● point de vue, sembler surprenant que les choix de politiques publiques aient pu conduire à des options technico-économiques différentes, privilégiant la spécialisation des élevages laitiers et la productivité à l'hectare par animal. L'expérience de l'élevage laitier est pourtant là pour attester des réussites que l'agriculture française peut réaliser en matière de double performance écologique et économique, assortie de gains de parts de marché faisant de ce secteur laitier le troisième excédent commercial agroalimentaire national². De la Chine à l'Afrique, la demande en produits laitiers, en poudres plus spécifiquement, demeure dynamique. L'une des voies possibles de l'adaptation du modèle antérieur est de renforcer l'autonomie fourragère des élevages laitiers, de tendre vers davantage d'intégration des ateliers au sein des exploitations.

De même, le positionnement français sur le secteur des céréales, de vins et boissons, voire du sucre, permet d'envisager avec une certaine confiance l'évolution des marchés et de la dose de concurrence qui va avec. Dans le domaine céréalier, une étude récente réalisée par l'INRA et Pluriagri montre que le réchauffement climatique va exercer à l'horizon 2050 une diminution de près de 50 % des terres cultivables et de 25 % des rendements dans les pays du Maghreb, et singulièrement en Algérie. Il est donc suggéré de se préparer à répondre à tel défi et de sécuriser ce débouché par des partenariats commerciaux, et par une adaptation du cahier des charges sur le blé, laquelle renvoie à l'innovation agronomique. Le basculement d'un modèle agricole à un autre peut alors s'effectuer en combinant innovations environnementales et efficacité des systèmes de production céréaliers.

Il s'agit d'un défi important, au regard de l'instabilité socio-politique qui caractérise l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Les productions de blé sont en fort recul, et ces régions sont et seront de plus en plus dépendantes des importations pour se nourrir. La France et son «nouveau modèle agricole» doivent intégrer cette donnée fondamentale (figure 2). Par surcroît, on sait que la variabilité annuelle de la production céréalière en France - et

2 Production de blé en Algérie et en Syrie



2371 - Chambres d'Agriculture - Études économiques

source : FAO

plus généralement dans l'UE à 28 - est l'une des plus faibles du monde, offrant un atout considérable pour approvisionner les pays importateurs de manière stable et régulière.

L'appel à un changement de modèle de production agricole a ceci de légitime qu'il s'inscrit dans un contexte multi-dimensionnel propice. Dans le même temps, on sent bien que la mutation en cours n'est pas réductible à la seule variable agronomique. Elle engage, en effet, bien d'autres dimensions, l'économie bien sûr, les techniques de commercialisation des produits, la connaissance des habitudes alimentaires des pays vers lesquels nous exportons, le savoir-faire des agriculteurs...

L'agriculture française est bel et bien à un tournant de son histoire. Il n'y a guère de motifs de désespérer lorsque l'on observe attentivement les réussites passées. En dépit des pressions exercées par les politiques publiques dans le domaine de l'environnement, de l'exacerbation de la concurrence, notamment au sein même de l'UE à 28, qui occasionnent comme par le passé des inerties et des résistances, le secteur agricole français détient encore de puissants avantages et atouts. Aux acteurs qui en assurent déjà la gouvernance de ne pas les dilapider, soit par découragement, soit en privilégiant une «logique actionnariale» au

détriment d'une «logique partenariale» qui ne peut que s'imposer au sein des filières. Même si on peut parfois douter de leur degré de compatibilité, l'écologie comme la compétitivité demeurent des aventures collectives⁴. ●

Thierry POUCH

Chambres d'agriculture France
Direction des agricultures et des territoires

2 - J.-N. Depeyrot, C. Perrot, M.-S. Dedieu (2015), «Les fermes laitières de polyculture-élevage : atouts et défis pour l'avenir», Analyse, Centre d'études prospectives, MAAF, numéro 86, décembre, p. 1-4

3 - Se reporter à l'étude de l'INRA et de Pluriagri sur le site <http://institut.inra.fr/Missions/Eclairer-les-decisions/Etudes/Toutes-les-actualites/Pluriagri-Afrique-du-Nord-Moyen-Orient-2050-Dependance-alimentaire>



4 - Sur ce clivage entre ces deux logiques, lire M. Aglietta (2014), «Les enjeux de la compétitivité : finance, gouvernance et innovation», L'économie politique, numéro 62, avril, p. 61-89.